



BUDGET PRIMITIF 2024

RAPPORT DE PRESENTATION

PRÉAMBULE

Présentation générale	3
1. Les grandes masses budgétaires	3
2. L'épargne	3
3. Le niveau d'endettement	4
4. La prospective	6
1. Budget Principal Ville : présentation analytique	7
1.1 Section de fonctionnement	7
1.1.1 Les ressources du budget primitif 2024	7
A - Produits des services et du domaine	7
B - Impôts et taxes	8
C - Dotations, subventions et participations	9
D - Autres produits de gestion courante	10
E - Atténuation de charges	10
F - Autres produits	10
1.1.2 Les dépenses du budget primitif 2024	11
A - Charges à caractère général	11
B - Charges de personnel	12
C - Autres charges de gestion courante	14
D - Charges financières	15
E - Charges exceptionnelles	15
F - Virement à la section d'investissement et amortissement	15
1.2 Section d'investissement	16
1.2.1 Recettes	16
1.2.2 Dépenses	17
2. Budgets annexes	23
2.1 Budget Parcs de stationnement	23
2.1.1 Section de fonctionnement	23
A - Produits	23
B - Charges	24
2.1.2 Section d'investissement	24
2.2 Budget Restaurants	25
2.2.1 Section de fonctionnement	25
A - Produits	25
B - Charges	26
2.2.2 Section d'investissement	27
2.3 Budget Lotissements d'habitation	27
2.4 Budget Port de Commerce	27

PRÉAMBULE

Dans un contexte tendu pour les collectivités territoriales, la bonne gestion menée depuis plusieurs années par la Ville lui permet de faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Sans augmenter les impôts pour la 23^{ème} année consécutive, et malgré les baisses régulières de dotations les années précédentes, le budget 2024 fait face à l'inflation et à la hausse du coût de l'énergie. Il intègre également les mesures nationales de revalorisation des rémunérations du personnel. Le tout en dégagant les marges de manœuvre nécessaires pour financer un programme d'investissement ambitieux au service des vannetais et des vannetaises et pour répondre aux enjeux de transition écologique.

Le contexte actuel, géostratégique et économique, impose une nouvelle fois, de la rigueur et de la prudence. En effet, si l'Etat n'a pas posé de contrainte aux collectivités aux fins de redressement des finances publiques nationales, une incitation à contraindre l'évolution des dépenses de fonctionnement en deçà de l'inflation -0,5% est inscrite dans le projet de Loi de Finances 2024. Par ailleurs, des incertitudes pèsent sur le maintien de la dotation de solidarité urbaine et l'augmentation des taux d'intérêt majore le coût de l'emprunt.

Face à ce nouveau cap difficile, la très bonne santé financière de la ville nous permet de maintenir nos ambitions de développement, d'améliorer la qualité des services publics et de tenir les engagements pris par la majorité municipale.

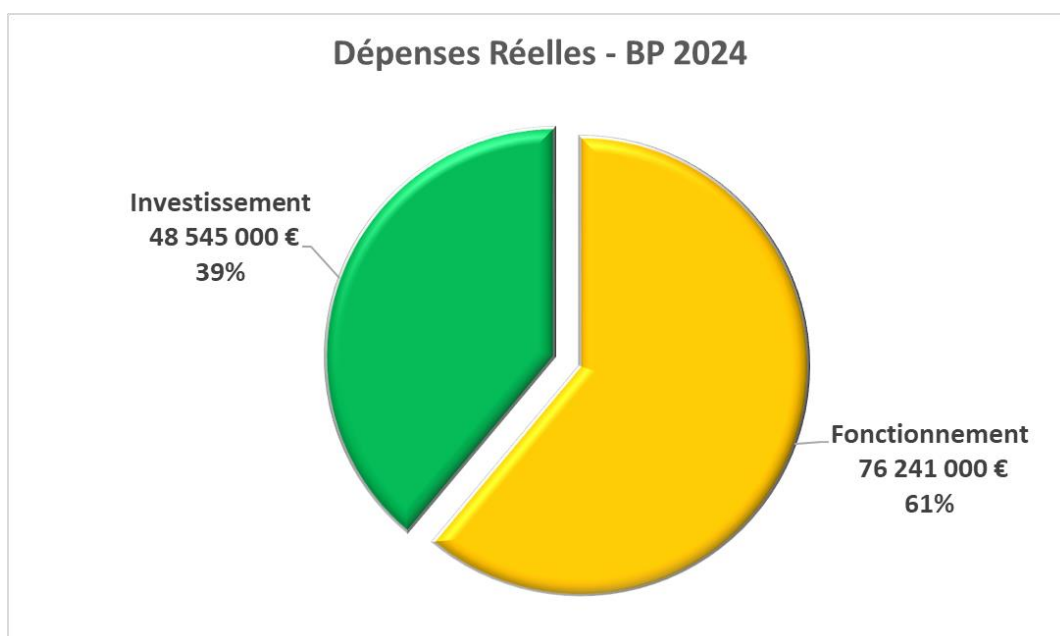
Présentation générale

1- Les grandes masses budgétaires

Le budget 2024 total est consolidé à hauteur de 150 600 400€ dont 10 845 400 € pour les budgets annexes.

Il présente une section de fonctionnement de 89 090 000 € et une section d'investissement de 50 665 000 € (toutes opérations confondues).

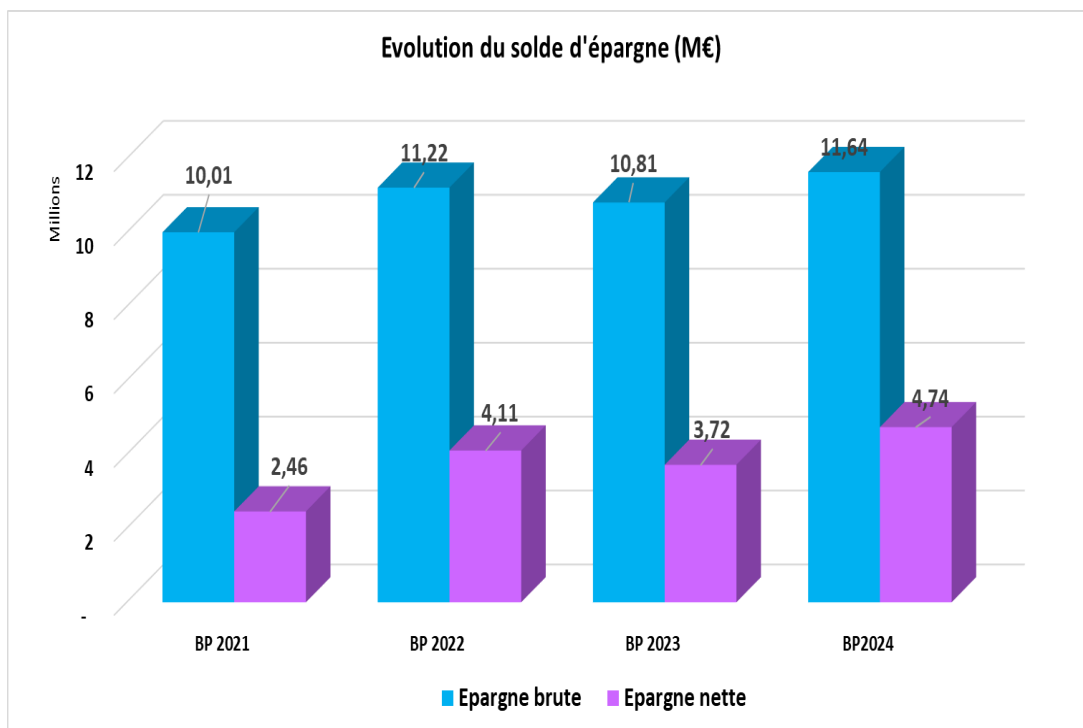
Le graphique suivant détaille les écritures réelles en dépenses :



2- L'épargne

Pour ce budget 2024, l'épargne brute est prévue à hauteur de 11 636 000 €, en augmentation de 823 000 € par rapport au BP 2023.

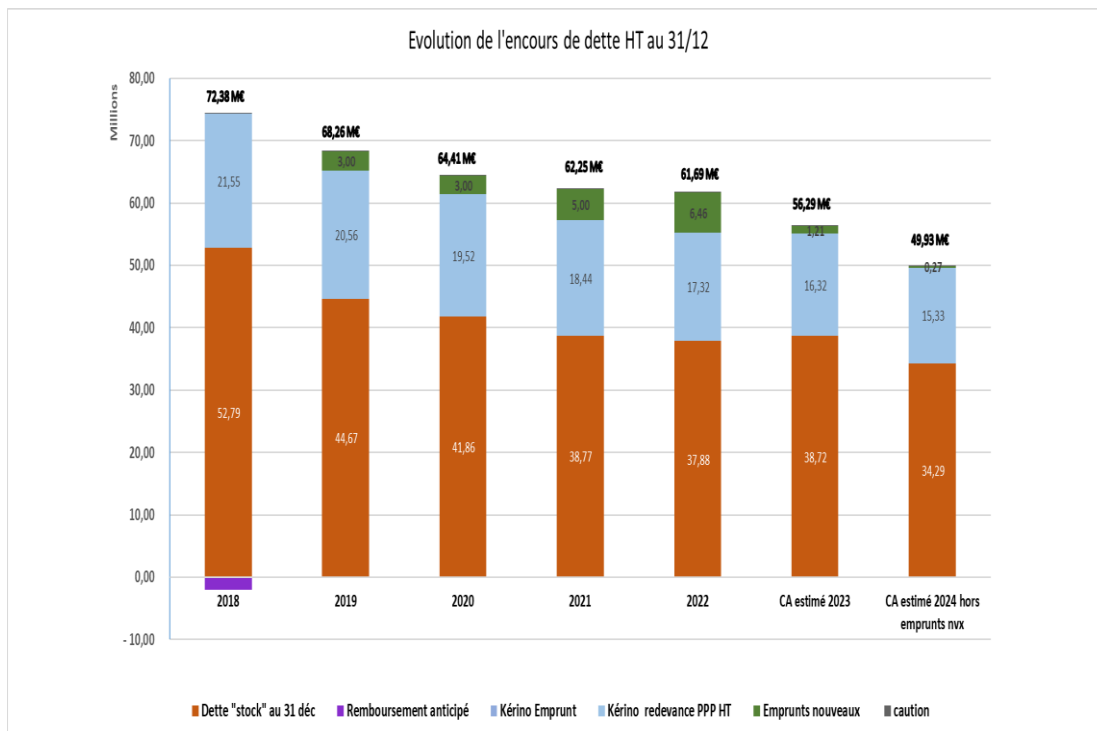
En corollaire, l'épargne nette présente également un niveau supérieur avec un montant de 4 736 000 € (3 718 000 € au BP 2023).



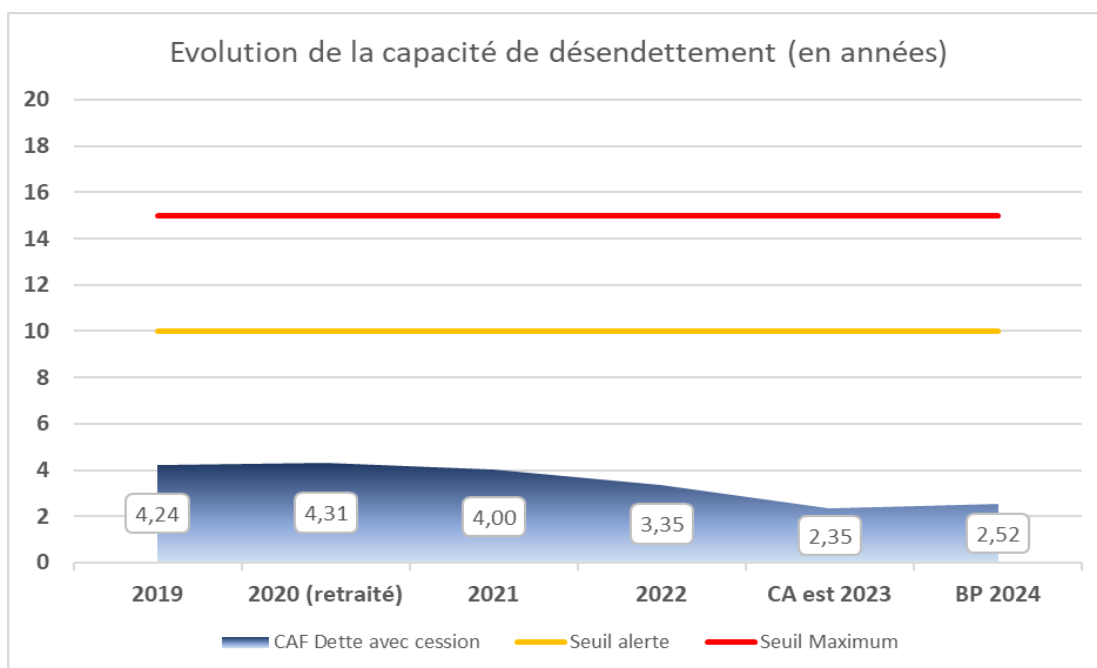
3- Le niveau d'endettement

En 2023 la Ville n'a pas contracté de nouveaux financements. Seule la mobilisation de *l'intracting* pour le financement de la mise en LED de l'ensemble de l'éclairage public a été réalisée pour 1,2 M€ afin de couvrir le besoin d'investissement au taux de 0,25 %.

Avec ce nouvel emprunt, l'encours prévisionnel de la Ville devrait atteindre 56,3 M€ HT au 31 décembre 2023, et 49,9 M€ HT au 31 décembre 2024 (sans contraction d'autre emprunt et avec la mobilisation d'une nouvelle tranche de *l'intracting*).



La capacité de désendettement du budget principal (encours de dette/épargne brute) se situe à 2,52 ans au BP. Bien loin des indicateurs d'alerte affichés sur le graphique ci-dessous, elle est la traduction de la solidité de l'épargne et d'un encours de dette modéré.



4-La prospective pour les années à venir

La situation financière de la Ville est très saine ainsi qu'en attestent les indicateurs financiers. Cependant, le contexte inflationniste pèse tant sur les charges courantes que sur les intérêts de la dette. Ajouté à une dégradation possible de nos ressources provenant de l'Etat et l'agglomération, les perspectives financières prévoient un effet ciseau à moyen terme.

Nous maintenons l'objectif cible défini en début de mandat, à savoir le maintien d'une épargne brute forte à 10 M€ en fin de mandat. Toutes les mesures nécessaires pour assurer la pérennité de la situation financière de la ville par une épargne soutenue et un endettement raisonné seront examinées.

La réalisation annuelle moyenne d'investissement à hauteur de 28 M€ demeure, une volonté forte et réaliste pour ce mandat.

1. Budget principal Ville : présentation analytique

1.1 Section de fonctionnement : 89 090 000 €

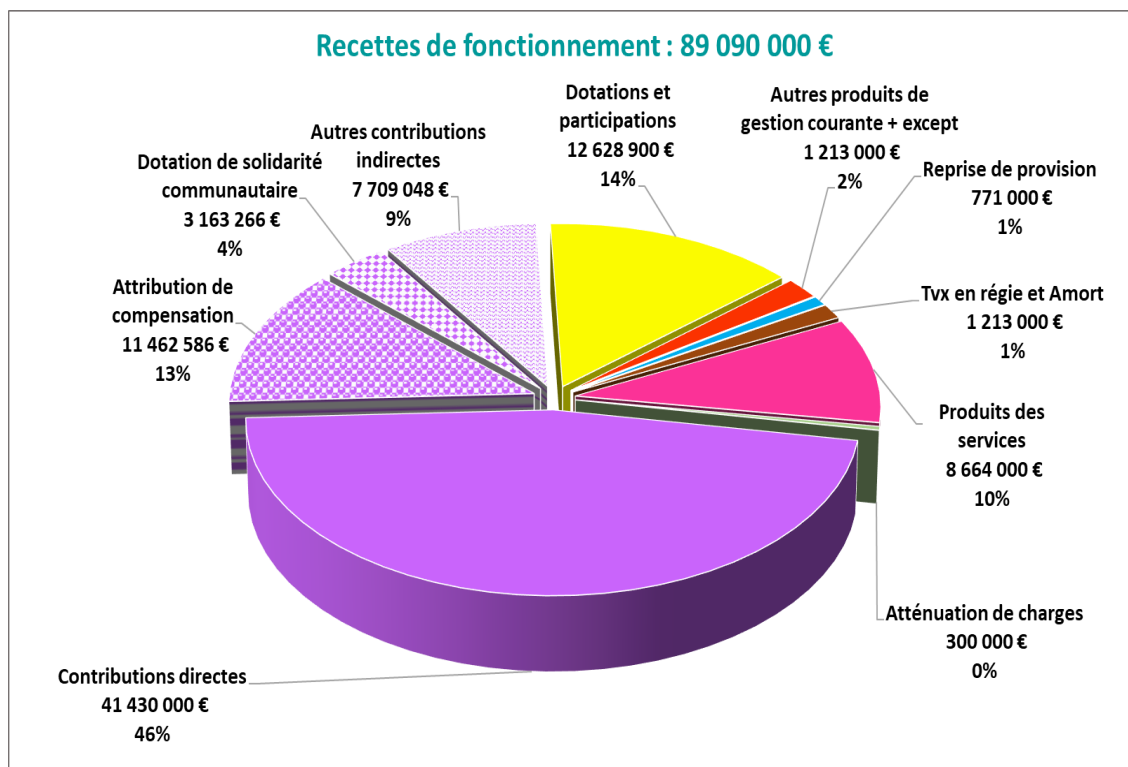
1.1.1 Les ressources du budget primitif 2024

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 87 877 000 €, en hausse par rapport au BP 2023 (+ 4 724 000 € soit + 5,68 %). Cette augmentation est portée principalement par la fiscalité directe (+ 3 264 000 €) liée à la dynamique et la revalorisation des bases ajustées au cours de l'année 2023 et prévisionnelle pour 2024 ; quant aux taux, ils restent inchangés depuis 2000.

Par ailleurs, au vu de l'exécution 2023 et du contexte prévisionnel pour 2024, les prévisions pour les droits de mutations ont été diminuées de 1 M€ pour un produit prévisionnel de 3,5 M€).

En revanche, le produit des jeux porté par une dynamique forte est augmenté de 550 000 € au regard du BP 2023 pour un produit attendu de 1 650 000 €.

Les recettes d'ordre s'élèvent à 1 213 000 € soit une augmentation de 18 000 € en raison de l'amortissement de nouvelles recettes de subventions d'équipement.



A. Produits des services et du domaine (Chapitre 70)

Ce chapitre s'élève à 8 664 000 € contre 6 821 300 € au BP 2023, en très forte hausse de 1 842 700 € (+ 27%).

Cette forte hausse s'explique à la fois par des changements d'imputations comptables entre chapitres mais également par des augmentations de volume. A périmètre constant, le chapitre 70 serait en augmentation de 9,3 % (+ 888 660 €).

Ainsi les droits d'occupation du domaine public et droits de place étaient inscrits au chapitre 731 en 2023. L'écart sur le chapitre 70 entre le budget 2023 et le budget 2024 est une augmentation de 1 209 050 €. A périmètre constant, la variation est une baisse de 10 250 €.

A l'inverse, les locations d'immeubles ont été transférées au chapitre 75 pour une baisse apparente de 228 000 € mais une augmentation de 38 670 € à périmètre constant.

Concernant, l'augmentation en volume, les recettes de stationnement (horodateurs) sont en progression attendue de 350 000 € au regard du BP 2023 pour un produit total 2024 de 1 700 000 €.

Une recette exceptionnelle relative au dépôt de vases dans les lagunes de Tohannic par la compagnie des ports du Morbihan est prévue à hauteur de 250 000 €.

Par ailleurs, l'ensemble des remboursements des budgets annexes au budget principal est inscrit au chapitre 70 pour un montant 2024 de 1 352 050 € (contre 1 149 900 € au BP 2023). La hausse provient principalement d'une augmentation des frais de personnel pour les budgets des restaurants municipaux et des parkings.

Au BP 2024, est également inscrit le remboursement par l'agglomération de charges et de prestations pour un montant de 420 000 €, relatif aux compétences transférées.

B - Impôts et taxes

Le produit de la fiscalité directe est inscrit pour un montant de 41 370 000 €. Il est en hausse de 8,4 % par rapport au BP 2023. En effet, la revalorisation des bases au BP 2023 avait été estimée à 3,5 % et c'est finalement une augmentation de 7,1 % que l'Etat a appliquée. Au regard du produit réellement perçu, la variation entre 2023 et 2024 est de 3,5 %.

Cette augmentation s'explique par la revalorisation globale des bases à hauteur de +3 % (bases d'habitation (+4 %) et bases professionnelles (+0,5 %)), à laquelle s'ajoute la variation physique de +0,5% incluant principalement les nouveaux logements et locaux professionnels et les extensions de locaux.

Les taux des taxes « ménages » de notre ville sont restés inchangés depuis l'an 2000 et figurent parmi les taux les plus bas des villes comparables. Ils n'évolueront pas de nouveau en 2024.

La Dotation de Solidarité Communautaire est encore stable (3 163 266 €) pour 2024. Par ailleurs, en l'absence de nouveau transfert de charges, l'attribution de compensation s'élèvera à 11 462 586 € pour 2024, à l'instar de 2023.

A périmètre constant, les autres impôts et taxes, prévus pour un montant global de 7 769 048 €, sont en baisse globale de 1,8 % (- 141 966 €) par rapport au BP 2023 compte tenu de l'évolution différenciée sur les postes suivants :

- **Le produit des droits de mutation** est inscrit pour un montant 3 500 000 € contre 4 500 000 € au BP 2023 compte tenu des projections de réalisation à 4 200 000 € attendus en 2023 et des perspectives du marché immobilier.
- **Le produit des jeux** a été budgété à 1 650 000 € pour 550 000 € supplémentaires par rapport au budget 2023. Cette forte augmentation reflète les réalisations 2023 et l'accroissement du nombre de machines.
- **La taxe sur l'électricité** est inscrite pour un montant de 1 280 000 € correspondant au montant perçu en 2023 (1 100 000 € était inscrits au BP 2023).

C - Dotations, subventions et participations

Ce chapitre s'élève à 12 628 900 €, en hausse de 585 900 € (+4,9 %) par rapport au BP 2023.

Ce chapitre comprend :

- **La dotation forfaitaire** (part principale de la dotation globale de fonctionnement) inscrite pour un montant de 4 885 000 € (4 740 000 € au BP 2023). L'augmentation de 145 000 € correspond principalement à la hausse de la population basée sur le réel perçu en 2023 (4 818 328€) ;
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion** revalorisée de 1,15 % pour un montant de 1 325 000 € (soit + 15 000 € par rapport au BP 2023) ;
- **La dotation nationale de péréquation** (730 000 €) est en baisse de 48 000 € (778 000 € au BP 2023) ;

Ces trois dotations constituent la dotation globale de fonctionnement. Ils feront éventuellement l'objet d'un ajustement ultérieur lorsque leurs montants définitifs seront notifiés ;

- **Les allocations compensatrices de l'État** pour la fiscalité directe, estimées à un montant de 685 000 € sont en hausse de 9 % (+ 56 700 €) par rapport aux crédits prévus au BP 2023 en raison des bases compensées de locaux professionnels ;

- **La compensation au titre de la suppression de l'impôt sur les spectacles** est stable depuis sa création en 2016. Pour 2024, un montant prévisionnel de 74 730 € est donc toujours inscrit ;
- **Les subventions diverses de fonctionnement** (État, Région, Département et autres organismes comme la CAF) inscrites pour un montant de 4 929 200 € sont en hausse de 9,2 % (+ 417 230 €). Cela s'explique principalement par la revalorisation des prestations CAF de 276 200 € au niveau des activités réalisées et des projections de recettes à fin 2023. Un montant supplémentaire de 86 000 € est attendu de GMVA au titre du conservatoire.

D - Autres produits de gestion courante

Ce poste dont le montant s'élève à 1 734 200 € concerne principalement les loyers et les reversements des délégations de services publics (Camping/Casino/Parc Chorus/Fourrière). Les changements d'imputation pour les locations d'immeubles et la redevance mobilier urbain expliquent sa très forte hausse (+ 608 400 €).

E - Atténuation de charges

Ce poste comprend les variations de stock (190 000 €) et les remboursements de frais de personnel et des charges de sécurité sociale (110 000 €).

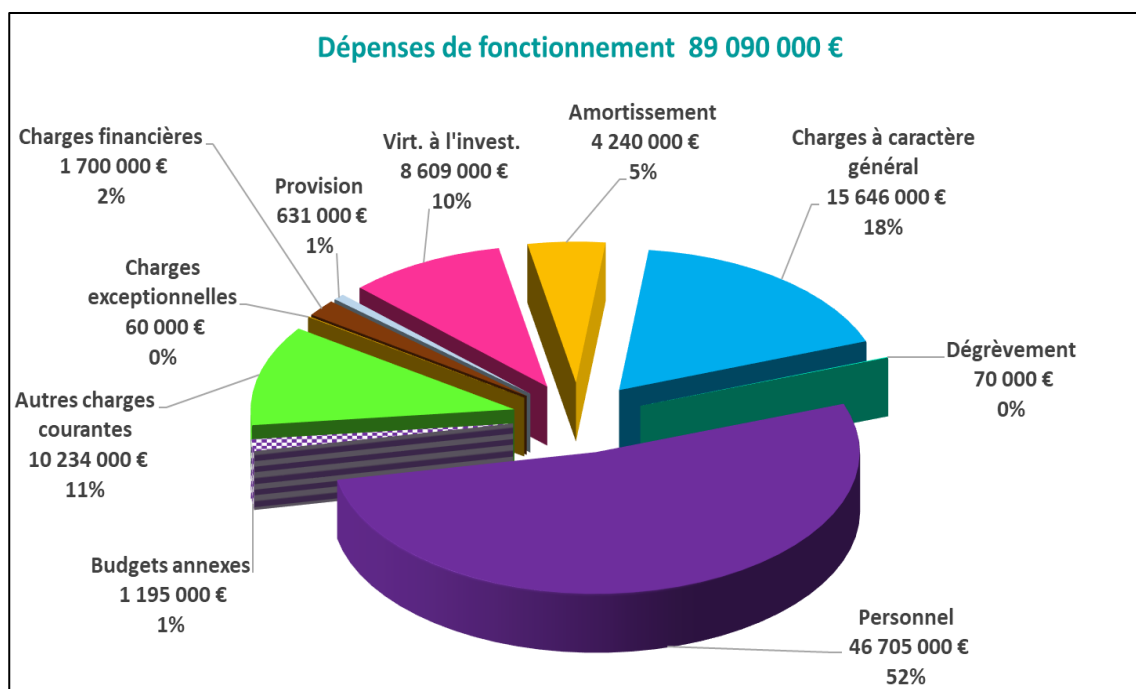
Le montant inscrit est de 300 000 € soit de 7,12 % inférieur au montant du BP 2023. La différence provient d'un réajustement du crédit relatif aux remboursements de frais de personnel.

Les recettes de gestion décrites ci-dessus (A à E) (produits des services et du domaine, remboursements de charges de personnel, impôts et taxes, dotations, subventions, participations et autres charges de gestion courante, soit la quasi-totalité des recettes) **augmentent de 5,9 % par rapport au BP 2023.**

F - Autres Produits

- **Les produits financiers** au chapitre 76 sont inscrits à hauteur de 4 000 €. Ils concernent le remboursement par l'Agglomération des emprunts relatifs au haut débit et aux piscines ;
- **Les produits exceptionnels** au chapitre 77 sont revalorisés de 7 000 € par rapport à l'inscription 2023 soit 10 000 € ;
- **Reprise de provision** : une écriture est désormais enregistrée sur ce chapitre à hauteur de la dotation faite l'année précédente soit pour 2024, 771 000 € ;

1.1.2 Les dépenses du budget primitif 2024



Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 76 241 000 € contre 72 340 000 € au BP 2023 soit une hausse globale de 5,4 %. Les dépenses d'ordre s'élèvent à 12 849 000 € ; pour mémoire, elles représentaient 12 023 000 € en 2023.

L'augmentation majeure des dépenses de fonctionnement provient des frais généraux tel que détaillé ci-dessous.

A. Charges à caractère général

Ce chapitre regroupe principalement les dépenses de consommables et petites fournitures, d'énergie et de fluides, les locations, l'entretien du patrimoine, les assurances, les honoraires, les frais de télécommunications et l'ensemble des prestations de service ainsi que les rémunérations d'intermédiaires.

Le chapitre des charges à caractère général est budgété pour 15 646 000 €. Il est en augmentation de 2 206 000 € par rapport au BP 2023 (soit + 16,4 %) et de 1 702 200 € (soit 12,2 %) par rapport au budget total 2023.

Parmi les évolutions sur les postes de frais généraux de ce budget 2024, on peut relever :

- Une augmentation très forte de l'enveloppe des fluides en raison du nouveau marché de fournitures d'électricité (+ 1 248 920 €), budgétée à hauteur de 3 380 000 € (2 532 780 € au BP 2023). Dans ce contexte d'augmentation massive, la mise en leds de l'éclairage public a permis de faire une non-dépenses de 88 450 €.

- Une augmentation très forte du marché des assurances est attendue pour un montant supplémentaire de 108 300 €.
- Les frais d'entretien des bâtiments, véhicules et espaces publics sont en augmentation de 142 000 € afin de répondre aux contraintes réglementaires comme l'hydro curage des réseaux (50 000 €) et au maintien en l'état de nos structures.

De manière globale, le chapitre 011 est marqué par l'inflation de 2023 (+ 4,9 % au niveau national). Le prévisionnel de consommation 2023 est attendu à hauteur de 13 M€ soit 3,8 % d'évolution par rapport au réalisé 2022.

Pour 2024, l'inflation 2024 est estimée au niveau national à +2,6 %, les prévisions de la ville sont à 3 % (hors énergie et assurances).

B. Charges de personnel

L'enveloppe budgétaire 2024 s'élèvera à 47,9 M€, en progression de 2,23 % par rapport au BP 2023 (soit + 1 M€), et de 3,53 % par rapport au CA 2023 estimé (soit +1,6 M€).

Les décisions de l'Etat pour revaloriser les rémunérations des agents représentent 1 M€ de dépenses supplémentaires :

- L'augmentation du point d'indice de 1,5 % dès le 1er juillet 2023, sera impacté en année pleine sur 2024, ce qui représente une dépense supplémentaire de 300 000 €,
- De plus, une attribution de 5 points d'indice supplémentaires à tous les agents, au 1/1/2024, génère un coût supplémentaire de 500 000 €,
- L'évolution du SMIC en année pleine a un impact pour la Ville de 100 000 € supplémentaires,
- Au vu de l'évolution de l'inflation, la GIPA a été doublée et représente un montant de 85 000 €,
- L'augmentation du montant du forfait mobilité durable représente une dépense supplémentaire de 19 000 €,
- La participation de l'employeur à aux abonnements de transport collectifs des agents passe de 50 à 75 %, ce qui représente une augmentation de 7 000 €.

Par ailleurs, une enveloppe globale d'environ 720 000 € est ajoutée pour augmenter les effectifs de façon ciblée afin de faire face aux besoins identifiés en matière de politiques publiques :

- Accompagnement des politiques éducatives, enfance et sport : renforcement du pôle remplacement petite enfance, création d'un poste de chauffeur livreur à 0,70 % à la cuisine centrale, impact en année pleine de la création en 2023 d'un poste d'éducateur sportif et du poste d'adjoint au responsable des équipements sportifs ;

- Poursuite du projet de mandat de déploiement des effectifs de police municipale avec l'impact en année pleine des deux créations de poste en 2023 ;
- Renforcement des équipes sociales avec l'impact en année pleine de la création de postes coordonnateur inclusion et assistante sociale ;
- Préparation du projet d'ouverture du musée de l'Hermine avec l'impact en année pleine de la création de poste de gestionnaire de base de données musées ;
- Renforcement de l'équipe événementiel pour tenir l'ambition de la municipalité sur la programmation (1 création de poste et 1,5 ETP de renforts) ;
- Renforcement de l'état civil avec l'impact en année pleine de la création d'1 poste pour permettre d'ouvrir plus de rendez-vous et répondre à la demande croissante de titres d'identité ;
- Amélioration de la gestion du patrimoine : création d'un poste de technicien énergie, impact en année pleine de la création d'un conducteur d'opération, évolution du calibrage de ces postes pour plus d'attractivité, création d'un poste de chargé de mission patrimoine historique ;
- La collectivité poursuit par ailleurs son engagement pour la réduction de la précarité. La création d'un service ménage a permis de pérenniser 3,96 ETP en consolidant les heures d'agents qui avaient jusqu'alors des contrats ponctuels et des heures complémentaires. Cette équipe va être étoffée pour la prise en charge du 113 rue du Commerce. Au Centre social Henri Matisse, un poste a été créé en 2023 en pérennisant des heures de vacation. La même démarche est en cours au sein de la direction éducation.

Ces créations sont compensées, chaque fois que cela est possible par le non remplacement de plusieurs départs, et la revisite systématique des pratiques et organisations, dans une recherche permanente d'optimisation de l'administration. A titre d'exemple, l'intégration au sein des effectifs de l'assistante sociale à destination du personnel a permis de générer une économie de près de 40 000 € par rapport au contrat d'externalisation qui liait précédemment la collectivité. Le recours à l'apprentissage est également renforcé, sous réserve du maintien de la dynamique de financement par l'Etat dans le cadre de la mise en place de la taxe d'apprentissage. Ainsi, trois nouveaux apprentis ont été recrutés à compter de septembre 2023. La collectivité intègre également différentes participations de ses partenaires, pour un montant de 60 000 €.

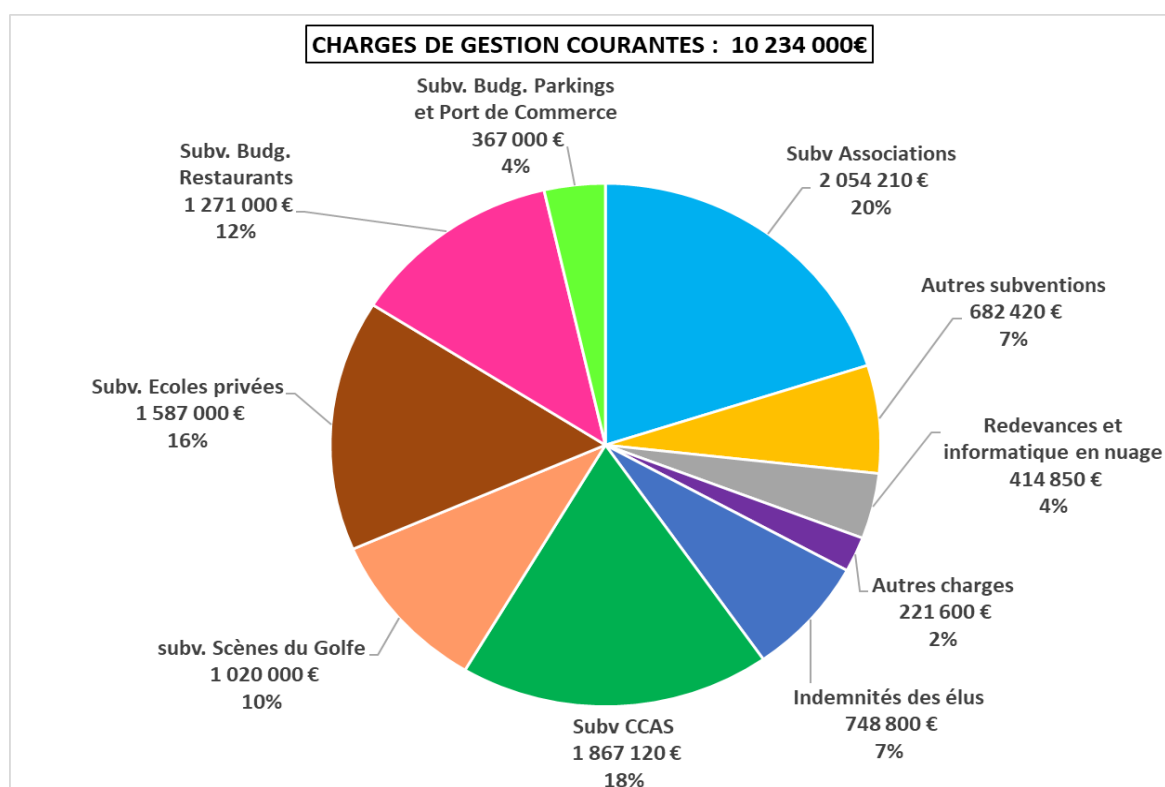
Le Glissement Vieillesse Technicité, impacté par les différentes refontes de grilles indiciaires, s'établira à 350 000 €, il s'agit du déroulement de carrière des agents territoriaux, qui comprend les progressions d'échelon ainsi que la politique d'avancement. Cette évolution « nette » intègre l'économie générée par le renouvellement des agents, une fin de carrière étant mieux rémunérée qu'un début de carrière.

Enfin, la collectivité lance un chantier de renégociation du régime indemnitaire conformément à la clause légale de revoyure. Une enveloppe budgétaire supplémentaire sera allouée à ce projet à l'issue des négociations avec les partenaires sociaux qui ont commencé et devraient se terminer au début de l'année 2024.

C. Autres charges de gestion courante

Ce chapitre regroupe les subventions, les indemnités des élus, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que le déficit des budgets annexes.

Le budget prévu pour 2024 s'élève au total à 10 234 000 € pour ce chapitre.



- **Les indemnités et cotisations des élus** sont inscrites pour 748 800 € (700 000 € au BP 2023), en augmentation pour tenir compte de la revalorisation du point d'indice ;
- **La subvention au CCAS** est inscrite à même hauteur qu'en 2023 soit 1 867 120 €. Le soutien de la Ville est maintenu ; seul l'apurement des excédents explique le maintien de la subvention ;
- **La subvention aux Scènes du Golfe** est augmentée de 90 000 € pour un montant total de 1 020 000 € afin d'accompagner l'établissement dans son essor et dans la gestion partagée du festival des Emancipées ;
- **Les subventions aux écoles privées sous contrat d'association** sont inscrites pour un montant en baisse soit 1 587 000 € (pour 1 637 500 € au BP 2023) au regard de la baisse du nombre d'élèves en maternelle ;

- **Les subventions de fonctionnement aux associations** sont inscrites pour 2 054 210 € contre 2 007 200 € au BP 2023 à périmètre constant ;
- **Les subventions aux budgets annexes**, détaillées en dernière partie du rapport, varient de la façon suivante :
 - **Budget annexe des restaurants** (1 271 000 €) est en très forte progression de 266 000 € ;
 - **La subvention au budget annexe des parkings** (334 000 €) est en augmentation de 61 900 € ;
 - **Une subvention d'équilibre est désormais nécessaire pour le budget annexe du Port de Commerce** pour un montant de 33 000 €.

L'augmentation de 5,8 % des dépenses de gestion s'explique en grande partie par les mesures gouvernementales qui impactent la masse salariale et par l'inflation sur les charges à caractère général tant pour les fluides que pour les autres achats.

D. Charges financières

Conséquence du désendettement de la Ville, les charges financières prévisionnelles totales sont prévues à hauteur de 1,7 M€ TTC en baisse de 30 000 € de BP à BP.

Les intérêts de la dette liée au passage inférieur de Kérino s'élèvent à 826 413 € (TTC).

E. Charges exceptionnelles

Depuis la mise en place de la nomenclature M57 en 2023, les crédits relatifs aux annulations de titre sur exercice antérieur sont les seules inscriptions au chapitre 67. Pour 2024, le montant prévisionnel est identique au BP 2023 à hauteur de 60 000 €.

F. Virement à la section d'investissement et amortissement.

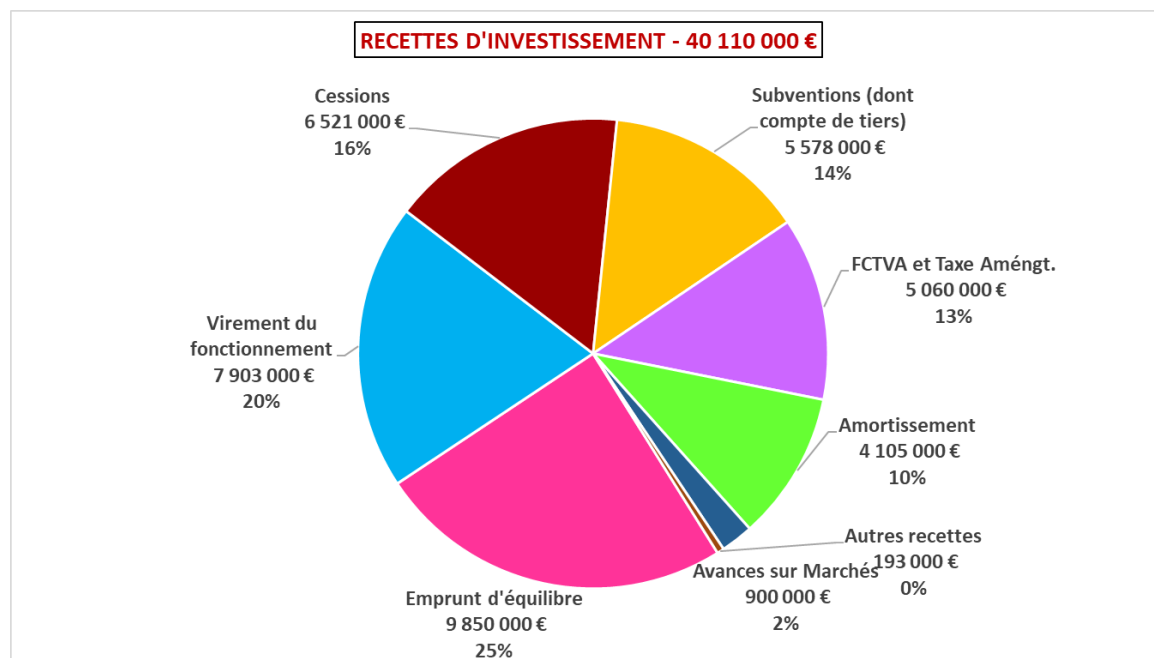
Conséquence de la dynamique des recettes supérieure à l'évolution des dépenses, le virement de la section de fonctionnement à l'investissement est prévu à hauteur de 8 609 000 € (contre 7 903 000 € au BP 2023), soit une hausse de 706 000 €.

La dotation aux amortissements, autre constituante de l'autofinancement, s'élève à 4 240 000 € (contre 4 105 000 € au BP 2023).

1.2 - Section d'investissement

1.2.1 Recettes

Le montant total des recettes d'investissement s'élève à 50 665 000 €.



Le financement de la section d'investissement est assuré par :

- **Les ressources propres** pour 4 520 000 €, comprenant le FCTVA (fonds de compensation de la TVA) pour 3 000 000 €, la taxe d'aménagement pour 1 500 000 € et le mécénat pour 20 000 € ;
- **Les subventions d'investissement**, prévues à hauteur de 5 275 000 €, auxquelles il convient d'ajouter 1 460 000 € en recettes pour travaux pour compte de tiers (les travaux de mise en site propre des voiries structurantes).

Les subventions relatives au stade de la Rabine sont attendues pour 1 008 000 € ; pour le château de l'Hermine, une tranche de 648 000 € est estimée ; 1 115 000 € sont attendues au titre des projets de développement durable dont 400 000 € pour le mail de la Rabine.

Les autres inscriptions du chapitre 13 concernent :

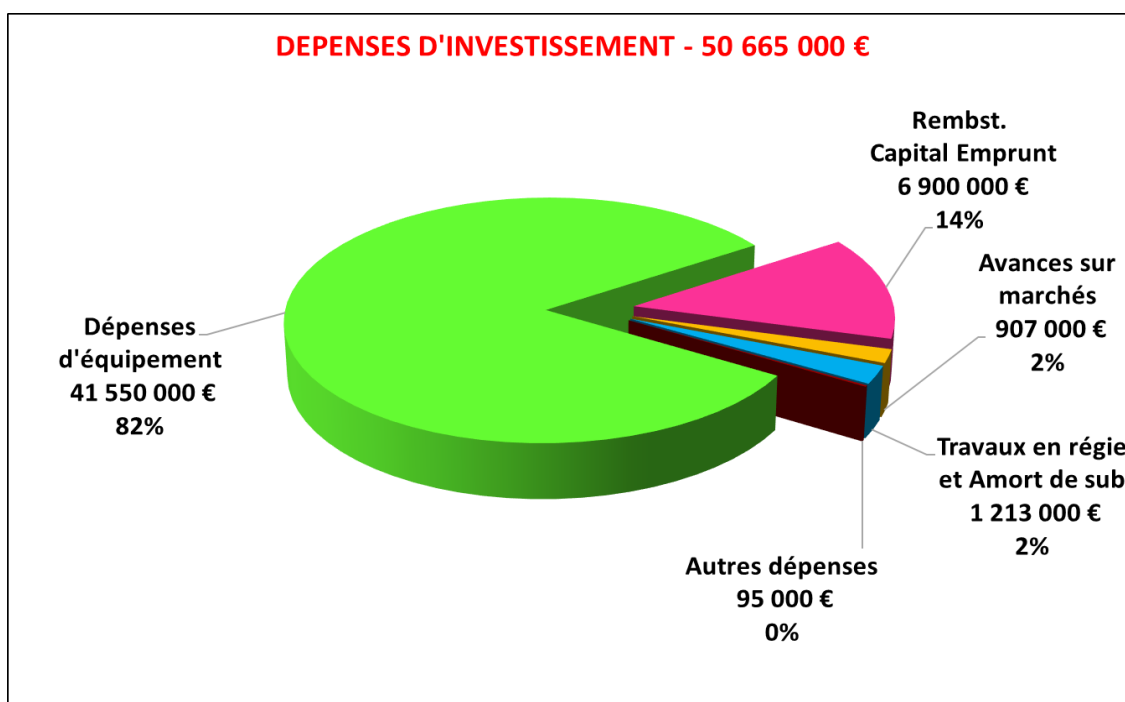
- ♦ Le reversement par l'Etat du produit des amendes de police pour 725 000 € ;
- ♦ La dernière tranche de participations du programme d'aménagement d'ensemble Kerbiquette pour 147 000 €.

- **Les produits de cessions** sont inscrits pour 8 150 000 € ;

- **Les autres recettes** sont constituées du remboursement en capital de la dette des créances de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA) pour le haut débit et les piscines (65 000 €) ;
- **Le virement de la section de fonctionnement à l'investissement** 8 609 000 € (contre 7 903 000 € au BP 2023) ;
- **L'emprunt d'équilibre** est inscrit pour un montant prévisionnel de 17 420 000 € (contre 9 850 000 € au BP 2023). Il sera mobilisé au plus juste en fonction des besoins et des résultats du compte administratif 2023 ;
- **La dotation aux amortissements** s'élève à 4 240 000 € (contre 4 105 000 € au BP 2023) ;
- Une écriture d'ordre complémentaire concernant les avances sur marchés est inscrite pour 907 000 €.

1.2.2 Dépenses d'investissement

Cette section s'équilibre à 50 665 000 €.



Le budget des dépenses d'équipement du budget principal de 41 550 000 €, auquel s'ajoutent les programmes d'investissement des budgets annexes pour 1 070 000 €. Ce programme très ambitieux est conforme au programme pluriannuel d'investissement défini en 2022.

- **Poste "emprunts et dettes assimilées"** pour 6 900 000 € (contre 7 095 000 € au BP 2023) correspond au remboursement annuel du capital des emprunts. Ce montant comprend le remboursement de la dette du passage inférieur de Kérino pour un montant de 1 198 000 € TTC.

La dette se répartit pour 21 % en taux variable et 79 % en taux fixe (hors dette PPP) ; en 2023, la répartition était de 23 % en taux variable et 77 % en taux fixe.

L'ensemble de la dette est classé en catégorie 1A (charte Gissler).

L'encours de dette au 1^{er} janvier 2024 est de 56,3 M€ (HT).

Le désendettement opéré depuis plusieurs années permet de confirmer une capacité de désendettement saine de 2,52 années à fin 2024 hors emprunt nouveau, toujours en dessous du seuil d'alerte ramené à 10 ans au vu de la conjoncture économique actuelle.

➤ **Poste « dotations, fonds divers et réserves »**

Un montant de 30 000 € est inscrit pour les remboursements éventuels de taxes ou autres participations des années précédentes.

➤ **Poste "dépenses d'équipement" : 41 550 000 € (30 900 000 € au BP 2023) et qui est réparti sur les chapitres ci-après :**

♦ Immobilisations incorporelles (logiciels, études...) (contre 1 193 000 € au BP 2023)	1 116 500 €
♦ Immobilisations corporelles (acquisitions et installations) (contre 2 681 810 € au BP 2023)	8 705 500 €
♦ Immobilisations en cours (travaux) (contre 23 105 250 € au BP 2023)	28 158 000 €
♦ Subventions d'équipement à verser (contre 1 869 840 € au BP 2023)	2 110 000 €
♦ Travaux pour compte de tiers	1 460 000 €

Les crédits inscrits au BP 2024 sont déclinés conformément au programme d'Autorisations de programme et crédits de paiement prévu à hauteur de 127 M€ pour les années 2024/2027.

➤ **Les projets nouveaux ou en cours inscrits au Budget 2024 sont :**

- ♦ La pleine réalisation du Groupe scolaire/Centre de loisirs Kerniol pour 5 000 000 € ;
- ♦ La reconstruction/rénovation de la salle de Sports Saint Exupéry pour 5 000 000 € ;
- ♦ La poursuite de la réalisation du « Musée des beaux-arts à l'Hermine » pour 1 550 000 € ;
- ♦ La requalification de voirie structurante pour les transports en site propre pour 1 500 000 € ;
- ♦ Les travaux de réhabilitation du « Hangar culturel » pour 800 000 € ;
- ♦ La restauration des remparts pour 605 000 € (dont la rue Burgault et la rue du Mené ;
- ♦ Divers aménagements au « Stade de la Rabine » pour 685 000 € ;

- ♦ Le réaménagement de la rue de Strasbourg et la participation de la commune au Pôle d'échange Multimodal pour 1 550 000 € ;
- ♦ L'agrandissement d'un hangar au « stade Jo Courtel » pour 200 000 € ;
- ♦ L'aménagement du Boulevard des îles pour 400 000 € ;
- ♦ La réfection du système son et leds dans 2 salles du Palais de arts pour une 1^{ère} tranche de 300 000 € ;
- ♦ L'étude de maîtrise d'œuvre de l'école Sévigné pour 205 000 € ;
- ♦ Les études pour la rénovation du « Tennis Club du Pargo » pour 100 000 € ;
- ♦ Les études de rénovation du « Château Gaillard » pour 40 000 € ;
- ♦ Une première phase d'étude pour l'extension de la Maison des Associations pour 40 000 € ;
- ♦ La poursuite des études pour le programme « Rive gauche » pour 98 000 € et les premières démolitions pour 100 000 € ;
- ♦ Les études et quelques petits aménagements pour la création d'un « Multi-Accueil » à Tohannic pour 100 000 € ;
- ♦ Une étude pour des locaux associatifs rue Joseph Le Brix pour 40 000 €.

➤ **Les dépenses récurrentes inscrites au Budget 2024 sont :**

- ♦ L'autorisation de programme « Entretien d'espaces publics » pour 2 367 000 € qui comprend :
 - Les enveloppes de réfection et développement des carrefours à feux, des bornes escamotables, des horodateurs, des trottoirs, des aménagements de sécurité routière pour 789 000 € ;
 - Des crédits pour la signalétique pour 260 000 € ;
 - L'aménagement et la réfection de la voirie pour 1 318 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Opérations spécifiques d'Espaces publics » pour 1 740 000 € qui comprend notamment :
 - Les opérations « nature en ville » : réaménagement de la place Fareham pour 350 000 € ; esplanade de Cliscouët pour 100 000 € et diverses opérations pour 80 000 € ;
 - Diverses opérations de restructuration et réaménagement de voirie pour 880 000 € dont la restructuration de la rue du 8 mai et la fin des travaux rue Billault ;
 - Les études préalables à l'aménagement d'un bassin place Maurice Marchais pour 20 000 € ;
 - La restructuration/extension des Aires de jeux pour 170 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Entretien et travaux de bâtiments (sauf Sport et Éducation) » pour 860 000 € comprend :

- Le gros entretien des bâtiments pour 350 000 € ;
 - L'accessibilité pour 200 000 € ;
 - L'optimisation de la gestion des déchets dans les cimetières pour 60 000 € ;
 - La mise aux normes du bar du kiosque culturel pour 140 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Opérations spécifiques bâtiments » pour 1 120 000 € comprend :
 - Le solde des travaux de restauration de l'immeuble rue du Drezen pour 195 000 € ;
 - Des travaux de reprise des poutres et des poteaux au parking du CAM pour 300 000 € ;
 - La restauration de l'Orgue de l'Eglise St Patern (1^{ère} tranche) pour 250 000 € ;
 - Les travaux de rénovation du groupe froid de la Patinoire pour 200 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Politique éducative » pour 1 040 000 € comprend :
 - L'entretien du patrimoine scolaire pour 200 000 € ;
 - L'installation et la réfection des cours de jeux d'école, ALSH et crèches pour 80 000 € ;
 - La végétalisation des cours d'écoles pour 500 000 € ;
 - De multiples opérations individuelles pour une enveloppe globale de 260 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Équipements sportifs » pour 930 000 € comprend ;
 - La réhabilitation et le gros entretien des stades et plein air pour 150 000 € ;
 - L'entretien des bâtiments pour 350 000 € ;
 - L'aménagement de vestiaires au stade de Kérizac pour 225 000 € ;
 - La réalisation de deux terrains de Beach Volley au centre sportif de Kercado pour 185 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Démocratie participative » pour 330 000 € qui comprend ;
 - Le budget participatif pour 250 000 € ;
 - Les conseils participatifs pour 80 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Ouvrages d'art » pour 283 000 € qui comprend :
 - Passerelle étang au Duc pour 150 000 € ;

- Une enveloppe complémentaire de 133 000 € pour des études et travaux mineurs sur ouvrages.
- ♦ L'autorisation de programme « Vidéoprotection » pour 300 000 € pour la poursuite du programme.
- ♦ L'autorisation de programme « Développement durable » pour 2 671 000 € comprend :
 - Les espaces verts pour 386 000 € avec une réflexion menée sur la gestion durable des espaces verts ;
 - La réfection de chemins doux et pistes cyclables pour 600 000 € ;
 - La sobriété énergétique pour 1 185 000 € avec la 3ème tranche de modernisation de l'éclairage pour 500 000 € mais également des crédits pour la mise en leds des gymnases, le changement de chaudières, le décret tertiaire... ;
 - Réfection et désimperméabilisation des parkings par la ville avant la pose des ombrières par GMVA-ÉNERGIE POSITIVE pour 500 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Matériel et mobilier » pour 792 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Véhicules » pour 1 000 000 € avec un effort important produit cette année pour rajeunir le parc afin de limiter les dépenses d'entretien et accélérer la décarbonation de la flotte.
- ♦ L'autorisation de programme « Prospective urbaine » pour 5 873 000 € :
 - Des crédits d'études pour 143 000 € ;
 - L'acquisitions dans le cadre de préemptions et des acquisitions foncières pour 731 000 € ;
 - L'acquisition de l'ex-école normale d'institutrices pour 4 895 000 € ;
 - Le PLU pour 104 000 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Ressources Numériques » pour 1 042 000 € comprend les programmes annuels d'études ; de renouvellements des logiciels, la sécurité du système informatique, le matériel informatique.
- ♦ L'autorisation de programme « Plan stratégique numérique » pour 300 000 € qui finance le renouvellement des principaux logiciels de la Ville et l'accompagnement à la modernisation des pratiques.
- ♦ L'autorisation de programme « Subventions d'équipement et participation » dont 1 375 000 €, comprend notamment :
 - Les subventions d'équipement (Écoles primaires et sports) pour 31 000 € ;
 - Les attributions de compensation pour 705 900 € ;
 - La subvention au budget annexe des restaurants pour 287 500 € ;
 - Les subventions pour le logement social pour 350 600 €.
- ♦ L'autorisation de programme « Rénovation façades » pour 355 000 € conforme au programme de partenariat avec l'OPAH-RU.

L'élaboration du Budget 2024 reflète l'ambition raisonnée d'un niveau d'investissement inédit permis par une gestion très saine depuis de nombreuses années.

L'épargne reste préservée, le niveau d'endettement toujours maîtrisé.

2 - Les Budgets Annexes

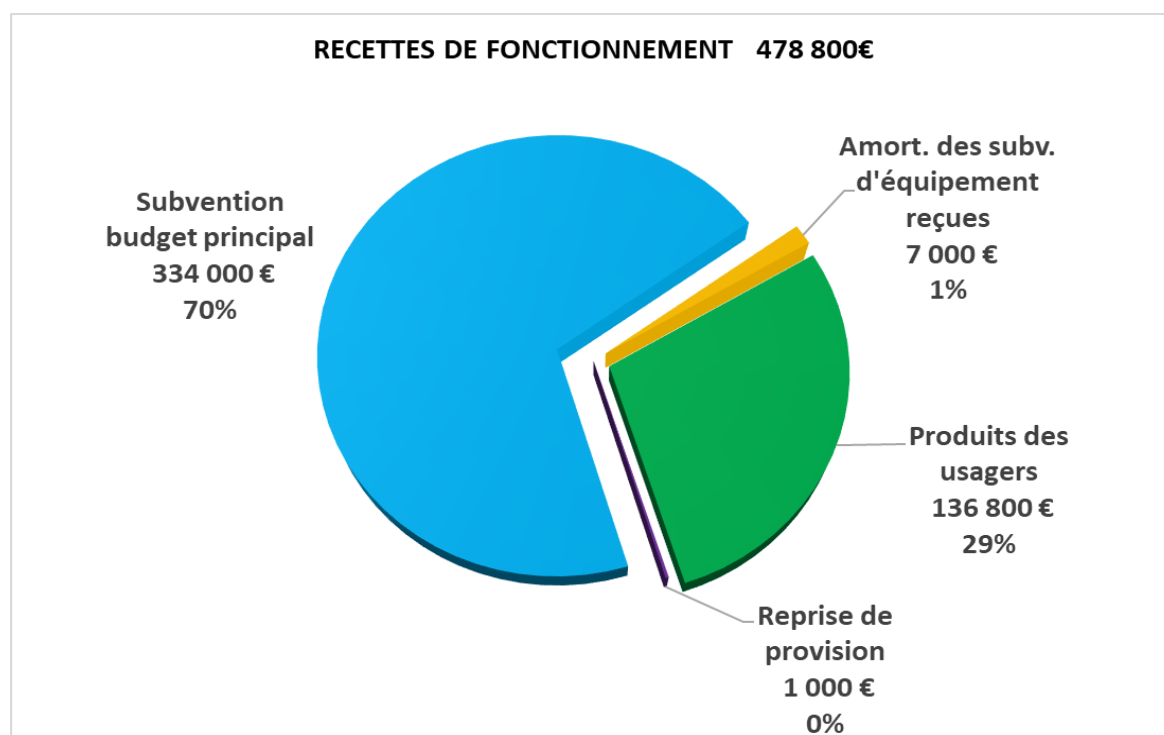
2.1 - Budget Parcs de stationnement

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 478 800 € pour la section de fonctionnement et à la somme de 289 000 € pour la section d'investissement.

Ce budget concerne les parcs de stationnement Sainte Catherine, Nazareth, Palais des Arts et Créac'h.

2.1.1 - Section de fonctionnement

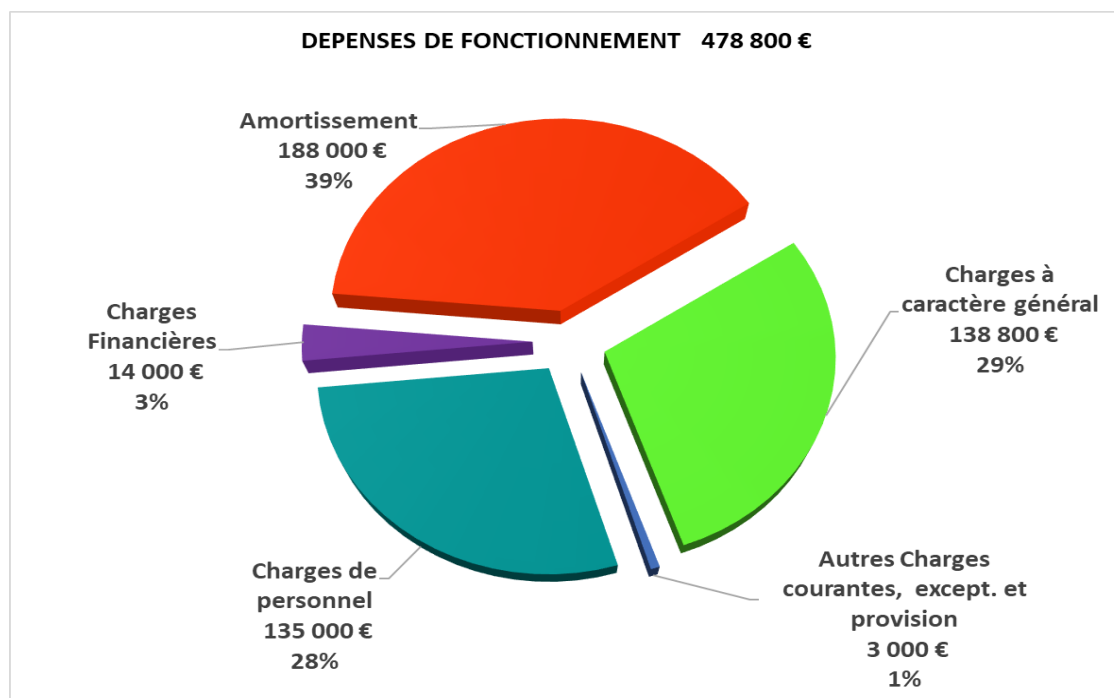
A - Produits



Les produits émanant des usagers des parcs de stationnement gérés en régie sont prévus en augmentation pour un montant de 136 800 € (+19 100 €) en adaptation de l'augmentation décidée des tarifs et des prévisions de rentrées 2023.

Une subvention du budget principal vient équilibrer ce budget à hauteur de 334 000 € en hausse de 61 900 €, en raison d'une augmentation des frais de personnel et des amortissements.

B - Charges



Les charges à caractère général sont inscrites pour 138 800 € (128 800 € au BP 2023).

Les charges de personnel sont inscrites pour un montant de 135 000 € (+ 51 000 € par rapport au BP 2023) tenant compte de l'affectation d'un poste supplémentaire et des mesures gouvernementales de revalorisation de salaires.

En l'absence d'emprunt nouveau conclu en 2023, les charges financières diminuent pour la partie « remboursement des intérêts de l'année » passant de 17 000 € à 14 000 €.

La dotation aux amortissements est prévue à concurrence de 188 000 € en hausse de 22 000 € par rapport au BP 2023 au regard des travaux de consolidation effectués à l'intérieur du parking du palais des arts.

2.1.2 - Section d'investissement

Le budget de la section d'investissement est équilibré en baisse par rapport au BP 2023 (289 000 € contre 335 000 € au BP 2023).

Les dépenses d'équipement sont inscrites pour 151 000 € (contre 200 000 € au BP 2023) pour la réalisation de menus travaux d'entretiens dans les différents parkings.

Le remboursement du capital de la dette s'élève à 130 000 €.

Les dépenses d'investissement sont couvertes par la dotation aux amortissements pour 188 000 € par un emprunt d'équilibre budgétaire pour 100 000 € et par le produit des cautions pour 1 000 €.

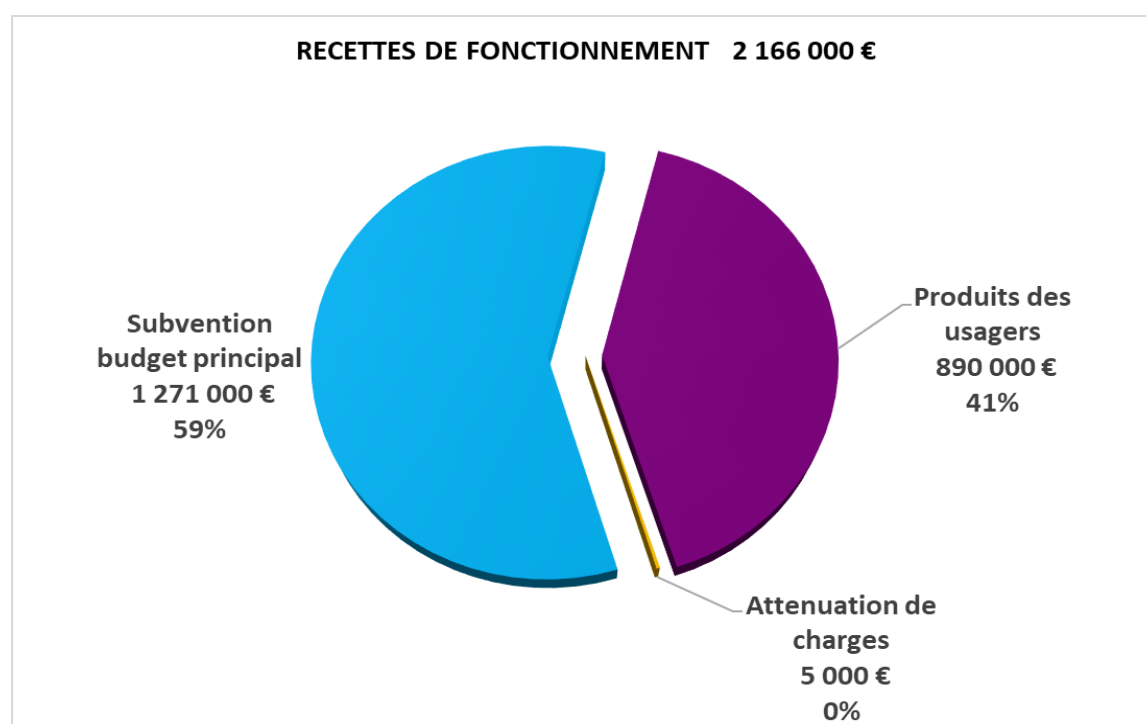
L'encours de la dette au BP 2024 s'élève à 480 392 €.

2.2 - Budget Restaurants municipaux

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 2 166 000 € pour la section de fonctionnement et à la somme de 444 000 € pour la section d'investissement.

2.2.1 - Section de fonctionnement

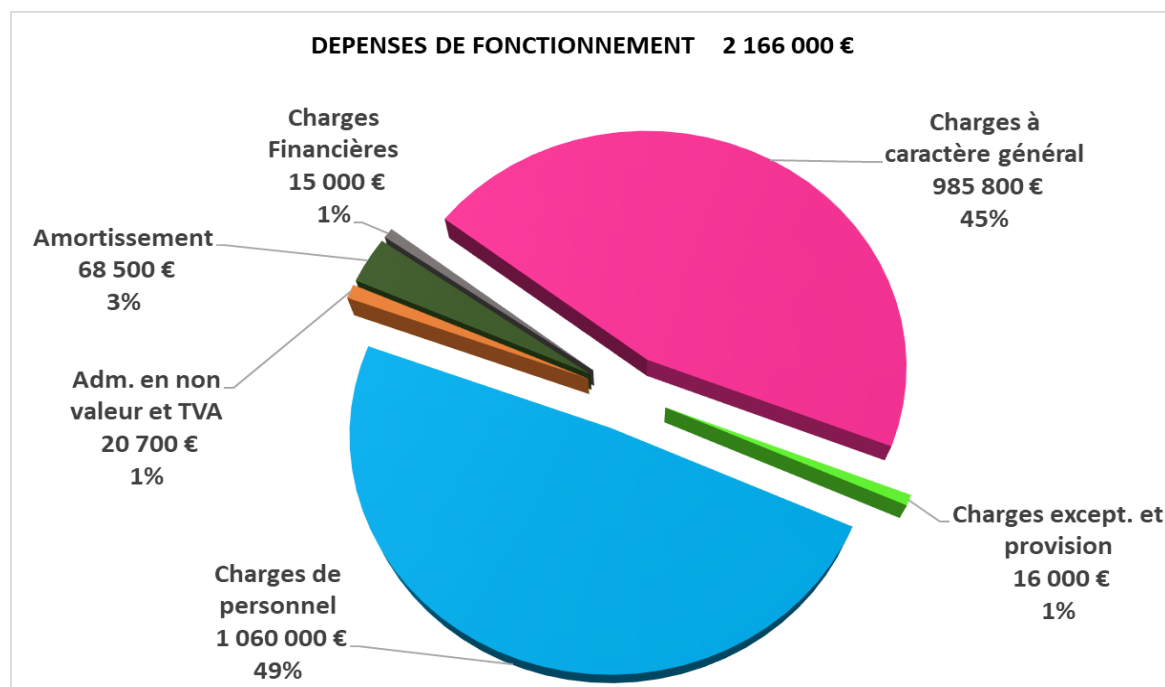
A - Produits



Ce budget trouve son équilibre par les recettes provenant des usagers des cantines scolaires pour 680 000 € et pour 210 000 € pour les autres usagers (Centres de loisirs, école Diwan et école de l'île d'Arz).

Une subvention d'équilibre du budget principal est prévue pour un montant de 1 271 000 € (1 005 000 € au BP 2023) et représente désormais 59 % de ses ressources (53 % pour 2023).

B - Charges



Les charges de personnel s'élèvent à 1 060 000 € en augmentation de 85 500 € par rapport au BP 2023. Cette hausse s'explique à la fois par les difficultés d'attractivité sur ce secteur qui nécessitent un recours accru à l'intérim (+ 60 000 €), et en raison des mesures gouvernementales de revalorisation des salaires.

Les charges à caractère général pour 985 800 € (contre 818 000 € au BP 2023). 535 500 € sont prévus pour l'alimentation soit une hausse de 13 % (59 500 €) compte tenu de l'inflation très forte des denrées. De même, l'enveloppe des fluides est augmentée de 19 700 €.

Par ailleurs, la prise en charge partielle des repas des agents dans le cadre des partenariats conclus avec différentes entités publiques et privées est en augmentation de 34 000 € au regard du nombre plus important d'agents qui fréquentent ces établissements.

Les charges financières diminuent, se stabilisent à 15 000 €.

Sur le **chapitre 65 des autres charges courantes**, une enveloppe stable de 12 000 € est prévue pour les admissions en non-valeur (notamment les effacements de dette) et une enveloppe de 5 000 € pour les régularisations de TVA.

Une provision réglementaire pour les créances irrécouvrables est inscrite pour 15 000 € en dépenses et en recettes à l'identique de 2023.

La dotation aux amortissements est inscrite à concurrence de 68 500 € (55 000 € au BP 2023).

2.2.2 - Section d'investissement

Le remboursement du capital de la dette est inscrit à hauteur de 92 000 € (93 000 € au BP 2024).

Des dépenses d'équipement sont prévues à hauteur de 352 000 € dont 277 100 € pour l'acquisition de matériel et de mobilier, 45 000 € pour l'acquisition reportée de 2 véhicules de livraison dont un véhicule électrique, et 57 600 € pour des travaux, principalement la réfection des hottes de la cuisine centrale.

Le financement des dépenses d'investissement est assuré par l'autofinancement pour 68 500 €, une subvention de 73 000 € du plan de relance pour l'acquisition de matériel et par une subvention d'équipement du budget principal pour 287 500 €.

L'encours de la dette au BP 2024 s'élève à 474 635 €.

2.3 - Budget Lotissements d'habitation

Le budget primitif 2024 du lotissement Beaupré Lalande est équilibré en section de fonctionnement à hauteur de 3 923 800 €.

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de 3 406 600 €.

Les écritures réelles correspondent :

- Pour les dépenses à 517 200 € pour la réalisation de travaux d'aménagement et le paiement de taxes foncières. Les emprunts étant terminés il n'y a plus de frais financier en fonctionnement. En investissement, seule une avance remboursable du budget demeure qui sera soldée après la vente des terrains dans les années futures.
- Concernant les recettes réelles qui consistent principalement en produits de cessions des lots de terrains à aménager, elles sont inscrites à hauteur de 3 406 600 €. En effet, la vente d'un lot est prévue en 2024.

La totalité des inscriptions restantes correspond à des écritures d'ordre budgétaire (qui ne se traduisent pas par des encaissements ou des décaissements d'argent) relatives à des variations de stock des terrains.

L'encours de la dette au BP 2024 s'élève à 0 € hors avance remboursable.

2.4 - Budget Port de Commerce

Le budget du Port de Commerce crée en 2023 expose les dépenses et recettes de l'activité du Port de commerce.

Le budget primitif 2024 du Port de Commerce est équilibré en section de fonctionnement à hauteur 77 200 €.

En dépenses courantes, des crédits à hauteur de 17 200 € sont prévus pour les fluides (6 000 €) et le petit entretien courant (maintenance, fournitures, télésurveillance...). Un remboursement de frais au budget principal pour 4 100 € est estimé pour les prestations supports services techniques et administratifs.

La dotation aux amortissements constitue la principale dépense de fonctionnement pour 60 000 €.

Les recettes versées pour les loyers par la gare maritime (35 000 €) et la redevance domaniale de Compagnie des ports du Morbihan (2 150 €) constituent les principales recettes extérieures.

Une subvention d'équilibre du budget principal est nécessaire à hauteur de 33 000 €.

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de 60 000 €.

La recette de la dotation aux amortissements permet principalement de constituer une provision pour travaux

Aucun emprunt n'est inscrit pour ce budget.

* * *